

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Session annuelle
du Conseil d'administration

Rome, 4–8 juin 2012

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 9 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.A/2012/9-B/1
10 mai 2012
ORIGINAL: ANGLAIS

AUGMENTATIONS BUDGÉTAIRES POUR DES INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – ÉTHIOPIE 200290

**Réponse aux crises humanitaires et
renforcement de la résistance à l'insécurité
alimentaire**

Coût (dollars É.-U.)

	Budget actuel	Augmentation	Budget révisé
Coûts des produits alimentaires pour le PAM	447 122 963	39 088 042	486 211 005
Coût total pour le PAM	790 909 461	77 530 826	868 440 287

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

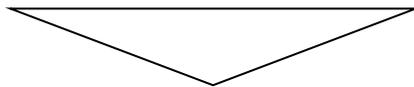
Directeur régional, ODN*: M. S. Samkange tél.: 066513-2262

Directeur du PAM en Éthiopie: M. A. Dieng abdou.dieng@wfp.org

Pour toute question relative à la disponibilité de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme I. Carpitella, Assistante administrative principale de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

* Bureau régional de Nairobi (Afrique orientale et centrale).

PROJET DE DÉCISION*



Le Conseil approuve l'augmentation budgétaire de 77,5 millions de dollars É.-U. pour l'intervention prolongée de secours et de redressement Éthiopie 200290, "Réponse aux crises humanitaires et renforcement de la résistance à l'insécurité alimentaire" (WFP/EB.A/2012/9-B/1).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

NATURE DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

1. La présente révision budgétaire de l'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 200290 répond à l'accroissement des besoins d'aide humanitaire et vise à:
 - porter à 2,6 millions le nombre de bénéficiaires des secours fournis par le PAM, conformément au document relatif aux besoins humanitaires de l'Éthiopie que le Gouvernement a publié au début de l'année 2012;
 - augmenter la quantité de produits alimentaires de 101 472 tonnes, pour une valeur de 39 millions de dollars; et
 - augmenter le montant alloué au titre du recouvrement des coûts d'appui directs et des autres coûts opérationnels directs pour financer des activités supplémentaires de renforcement des capacités liées au projet d'amélioration de la gestion des vivres et au programme de gestion des risques de catastrophe, et acheter du matériel de communication et de sécurité.
2. L'augmentation budgétaire s'élève au total à 77,5 millions de dollars, coûts d'appui indirects compris. Elle représente une hausse de 9,8 pour cent de la valeur totale de l'IPSR.

JUSTIFICATION DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

Résumé des activités en cours

3. L'IPSR 200290 (2012–2013) est conforme au Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) 2012–2015, soutient le plan de croissance et de transformation mené par le Gouvernement et participe à la réalisation des Objectifs stratégiques 1 et 2 du PAM¹. Elle contribue aux programmes gouvernementaux de prévention des crises alimentaires et de renforcement de la capacité de résistance. Ses objectifs sont les suivants:
 - aider les ménages victimes de crises à réduire les répercussions des chocs, en répondant à leurs besoins alimentaires;
 - soutenir les ménages et les communautés pris en charge par le programme de protection sociale fondé sur des activités productives (PPSAP), afin d'améliorer leur sécurité alimentaire et leur capacité de résistance, et de les aider à se relever à la suite d'une catastrophe; et
 - appuyer les ménages en situation d'insécurité alimentaire de manière à réduire ou à stabiliser la malnutrition aiguë modérée chez les enfants de moins de 5 ans, les femmes enceintes et les mères allaitantes.
4. Le PAM renforce également les capacités du Gouvernement et des communautés en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de gestion des risques de catastrophe:
 - Le projet d'amélioration de la gestion des vivres aide les partenaires d'exécution gouvernementaux du PAM à rendre la chaîne d'approvisionnement de l'aide alimentaire plus efficiente, plus efficace et plus transparente. Jusqu'ici, cette assistance a permis: de compiler et de vérifier les données sur l'expédition, la livraison et la distribution des vivres au cours de la période 2008–2009; d'élaborer un nouveau

¹ Objectifs stratégiques: 1 – Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence; et 2 – Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets.

système de suivi des produits destiné au Service de la gestion des risques de catastrophe et de la sécurité alimentaire (DRMFSS) du Ministère de l'agriculture; et de mettre au point, pour les services de transport, des accords de longue durée à appliquer à l'échelle nationale en 2012. Le Gouvernement a approuvé le plan de création d'un silo à grains de réserve.

- Le programme de gestion des risques de catastrophe appuie les partenaires gouvernementaux du PAM qui travaillent dans ce domaine. Il comprend les activités suivantes:
 - i) soutien au programme d'établissement du profil de risque de catastrophe des *woreda*²;
 - ii) renforcement des capacités d'alerte rapide et d'évaluation en ce qui concerne le suivi de la pluviométrie, des récoltes et des pâturages et la prévision des rendements, en particulier dans le cadre du système axé sur les moyens de subsistance, l'évaluation rapide et la protection (LEAP); et
 - iii) appui à l'élaboration de lignes directrices détaillées dans les domaines de l'alerte rapide, de la planification des interventions d'urgence et de la planification de la réduction des risques de catastrophe, surtout à l'échelle des communautés.

CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS À L'ISSUE DE LA RÉÉVALUATION

5. La bonne production agricole constatée d'octobre à novembre 2011 à la suite des précipitations normales, voire supérieures à la normale, enregistrées de juillet à septembre 2011 devait améliorer la sécurité alimentaire et aider les personnes victimes de la sécheresse de 2011 à se relever. Le nombre de bénéficiaires des secours d'urgence prévu par le PAM pour 2012–2013 s'élevait au total à 2,8 millions de personnes, le PAM venant lui-même en aide à 2 millions d'entre elles (70 pour cent), et le Plan conjoint d'opérations d'urgence – un regroupement d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales – aux 800 000 restantes.
6. Cependant, le document de 2012 relatif aux besoins humanitaires et une évaluation multipartite de la sécurité alimentaire entreprise en novembre et décembre 2011 sous la direction du Gouvernement³ indiquaient que 3,2 millions de personnes auraient besoin d'une assistance alimentaire de secours au premier semestre de 2012, principalement en raison de la mauvaise récolte et des répercussions persistantes de la sécheresse ayant sévi dans la corne de l'Afrique en 2011.
7. Du fait de cette augmentation des besoins, le Plan conjoint d'opérations d'urgence ne peut pas assurer la part de 30 pour cent des secours qui avait été planifiée, si bien que la part du PAM doit passer à 80 pour cent pour venir en aide à 2,6 millions de bénéficiaires, soit 600 000 de plus que prévu.
8. En 2011, le DRMFSS a conduit un audit portant sur les produits alimentaires utilisés dans le cadre du PPSAP. Ses constatations s'appliquent à tous les programmes alimentaires – en particulier les secours d'urgence – et soulignent qu'il est nécessaire d'améliorer le stockage et la manutention des produits alimentaires tout au long de la chaîne d'approvisionnement,

² Les *woreda* sont des unités administratives locales.

³ En collaboration avec le PAM, l'Agency for International Development (États-Unis), le Bureau de la coordination des affaires humanitaires et des ONG internationales.

et de renforcer la transparence. Le DRMFSS a invité les responsables du projet d'amélioration de la gestion des vivres à s'attaquer à ces questions.

9. Le Parlement examine actuellement une nouvelle politique de gestion des risques de catastrophe, et le DRMFSS a rédigé, en collaboration avec des partenaires de développement, un cadre d'investissement dans ce domaine, demandant au PAM de se charger de l'analyse de la vulnérabilité, des dispositifs d'alerte rapide et de la planification des risques. L'adoption de la nouvelle politique nécessitera une plus grande décentralisation et des efforts supplémentaires pour s'assurer que les échelons inférieurs de l'administration sont préparés à leurs nouvelles responsabilités, notamment en matière d'intervention humanitaire. Il devient de plus en plus urgent de réaliser des progrès dans le domaine de la gestion des risques de catastrophe.
10. Le PAM a élaboré une stratégie nutritionnelle pour l'Éthiopie. Cette stratégie est conforme à la politique en matière de nutrition approuvée par le Conseil d'administration en février 2012. Pour réduire le retard de croissance, le PAM envisage d'expérimenter l'élaboration et l'utilisation de suppléments nutritionnels à base de pois chiches prêts à consommer produits localement. Les résultats de l'expérimentation pourraient conduire à l'adoption de ces suppléments dans le cadre de la présente IPSR pour traiter la malnutrition aiguë.
11. Les perspectives pour la prochaine récolte ne sont pas bonnes à cause du retard et de l'insuffisance des pluies. Les besoins pourraient rester élevés au second semestre de 2012. Les éventuels ajustements nécessaires seront effectués lors de la révision du document relatif aux besoins humanitaires, qui sera réalisée au milieu de l'année.

FINALITÉ DE LA PROLONGATION ET DE L'AUGMENTATION BUDGÉTAIRE

12. La présente révision budgétaire répond à l'augmentation du nombre de personnes nécessitant une assistance de la part du PAM (tableau 1).

TABLEAU 1: BÉNÉFICIAIRES, PAR ACTIVITÉ				
Activité	Catégorie de bénéficiaires	Nombre actuel	Augmentation	Nombre révisé
Secours	Personnes en situation d'insécurité alimentaire aiguë	2 000 000	600 000	2 600 000
PPSAP	Personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique	1 356 000	–	1 356 000
Supplémentation alimentaire ciblée	Enfants de moins de 5 ans, femmes enceintes et mères allaitantes souffrant de malnutrition aiguë	817 000	–	817 000
TOTAL		4 173 000	600 000	4 773 000
Total après ajustement*		3 977 000	600 000	4 577 000

* Pour tenir compte du fait que 24 pour cent des bénéficiaires de la supplémentation alimentaire ciblée reçoivent aussi des secours et une aide dans le cadre du PPSAP.

13. Aucune modification des rations alimentaires n'est proposée.
14. L'IPSR vise, par l'intermédiaire du projet d'amélioration de la gestion des vivres, à renforcer la logistique, la transparence et la gestion de l'assistance alimentaire. Les objectifs de ce projet et du DRMFSS sont les suivants:
 - mettre au point un système de suivi des produits alimentaires et de communication de rapports sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement;
 - améliorer les processus de travail et les harmoniser entre les régions du pays;
 - élaborer, en collaboration avec des institutions spécialisées locales, des programmes de formation concernant la chaîne d'approvisionnement destinés au personnel gouvernemental;
 - renforcer les procédures de contractualisation des transports; et
 - développer les capacités de stockage aux niveaux fédéral, régional et communautaire.
15. Le soutien apporté au programme de gestion des risques de catastrophe consistera principalement à améliorer l'analyse de la vulnérabilité, l'alerte rapide et la planification des risques, afin de faciliter la prévention des catastrophes, l'atténuation de leurs effets et l'élaboration de plans d'intervention.
16. Il est nécessaire d'augmenter les sommes allouées au titre du recouvrement des coûts d'appui directs et des autres coûts opérationnels directs pour aider le Gouvernement éthiopien à renforcer ses capacités de préparation et d'intervention et pour assurer le respect des normes du PAM en matière de communication et de sécurité. Le PAM continuera de veiller à la complémentarité avec les activités menées dans le cadre du programme de pays 200253.

ÉVALUATION DES RISQUES ET PLANIFICATION DES INTERVENTIONS D'URGENCE

Risques contextuels

17. Si la prochaine récolte est plus mauvaise que prévu, le nombre de bénéficiaires des secours et les besoins alimentaires d'urgence risquent d'augmenter de nouveau. Pour atténuer ce risque, le PAM entend renforcer les activités qu'il mène en matière d'alerte rapide et d'évaluation des besoins alimentaires d'urgence dans le cadre du programme de gestion des risques de catastrophe, de sorte que les chiffres prévisionnels soient actualisés sans délai. Si nécessaire, le PAM procédera à une révision budgétaire supplémentaire.
18. Dans les zones touchées par la sécheresse, comme la région Somali, l'insécurité pourrait entraver les évaluations, les distributions et le suivi. Le PAM travaillera aux côtés du Gouvernement et du Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour sécuriser l'accès aux personnes ayant besoin de vivres.

Risques programmatiques

19. Le renforcement des capacités assuré par le PAM dans le cadre du projet d'amélioration de la gestion des vivres permettra de développer l'appui logistique, l'entreposage et le prépositionnement de produits alimentaires. Cependant, les moyens limités du Gouvernement en matière de mise en œuvre pourraient nuire à l'efficacité de ce projet. L'insuffisance des capacités de mise en œuvre disponibles localement et la forte rotation du personnel poseront problème.

Risques institutionnels

20. Selon que de besoin, le PAM empruntera des stocks de céréales auprès de l'administration chargée de la Réserve de sécurité alimentaire pour les situations d'urgence. Une augmentation inattendue du nombre de personnes démunies pourrait toutefois engendrer des demandes concurrentes de la part d'autres programmes ou institutions, ce qui limiterait la capacité d'emprunt du PAM.

BESOINS ALIMENTAIRES

21. Le coût des produits alimentaires supplémentaires est calculé à partir des prix actuels des denrées enregistrés sur les marchés locaux, régionaux et internationaux. Les 101 472 tonnes supplémentaires sont destinées à répondre aux besoins alimentaires des 600 000 nouveaux bénéficiaires.

TABLEAU 2: PRODUITS ALIMENTAIRES, PAR ACTIVITÉ				
		Besoins alimentaires (en tonnes)		
Activité	Produits alimentaires	Quantité actuelle	Augmentation	Total révisé
Secours	Céréales	540 000	82 164	622 164
	Légumes secs	54 000	8 216	62 216
	Huile végétale	16 200	2 465	18 665
	Aliments composés	56 700	8 627	65 327
PPSAP	Céréales	292 896	–	292 896
	Légumes secs	24 408	–	24 408
	Huile végétale	7 322	–	7 322
Supplémentation alimentaire ciblée	Huile végétale	4 649	–	4 649
	Aliments composés	30 638	–	30 638
TOTAL		1 026 793	101 472	1 128 265

ANNEXE I-A

VENTILATION DES COÛTS DE L'INTERVENTION			
Produits alimentaires¹	Quantité (en tonnes)	Valeur (en dollars)	Valeur (en dollars)
Céréales	82 164	24 407 435	
Légumes secs	8 216	5 583 842	
Huile et matières grasses	2 465	3 480 308	
Aliments composés et mélanges	8 627	5 616 457	
Total des produits alimentaires	101 472	39 088 042	
Total partiel des produits alimentaires et des transferts			39 088 042
Transport extérieur			9 211 674
Transport terrestre, entreposage et manutention			14 463 596
Autres coûts opérationnels directs			4 513 298
Coûts d'appui directs ² (voir annexe I-B)			5 182 106
Total des coûts directs pour le PAM			72 458 716
Coûts d'appui indirects (7,0 pour cent) ³			5 072 110
COÛT TOTAL POUR LE PAM			77 530 826

¹ Il s'agit d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins d'établissement du budget et d'approbation, dont le contenu peut varier.

² Chiffre indicatif donné à titre d'information. Le montant alloué au titre des coûts d'appui directs est revu chaque année.

³ Le taux de recouvrement appliqué aux coûts d'appui indirects peut être modifié par le Conseil au cours de la période couverte par le projet.

ANNEXE I-B

BESOINS D'APPUI DIRECTS (en dollars)	
Dépenses de personnel et frais connexes	
Administrateurs recrutés sur le plan international	869 160
Personnel local – administrateurs recrutés sur le plan national	159 859
Personnel local – agents des services généraux	41 049
Personnel local – personnel temporaire	81 269
Primes de risque et primes de sujétion	3 312
Consultants internationaux	784 320
Voyages officiels du personnel	497 986
Total partiel	2 436 956
Dépenses récurrentes	
Fournitures de bureau et petit matériel	80 000
Communications	905 050
Aménagement des bureaux et réparations	1 065 000
Total partiel	2 050 050
Dépenses de matériel et d'équipement	
Matériel de communication	695 100
Total partiel	695 100
TOTAL DES COÛTS D'APPUI DIRECTS	5 182 106

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Composante 1: Secours et supplémentation alimentaire ciblée		
Objectif stratégique 1: Sauver des vies et protéger les moyens de subsistance dans les situations d'urgence		
Effet direct 1.1 du PNUAD/PAM Les institutions nationales ou infranationales et les communautés exposées aux catastrophes ont systématiquement fait face aux catastrophes, réduit les effets de celles-ci et amélioré la sécurité alimentaire.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de ménages dont le score de consommation alimentaire est à la limite du niveau acceptable ou supérieur à ce niveau Cible: 90% ➤ Pourcentage de ménages bénéficiaires dont le score au regard de l'indicateur des stratégies de survie est inférieur à la moyenne Cible: 80% 	Hypothèse <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement continue de participer activement à la réalisation et à la direction des opérations visant à lutter contre les effets des catastrophes. Risque <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les partenaires gouvernementaux ne disposent pas des capacités nécessaires pour distribuer les secours en temps voulu.
Produit 1.1.1 Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés dans les zones de conflit et dans les zones touchées par une catastrophe	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage de la quantité prévue Cible: 100% 	Hypothèse <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les donateurs financent les interventions de secours de manière adéquate. Risque <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des incidents de sécurité, en particulier dans la région Somali, perturbent la livraison et la distribution des secours d'urgence.
Produit 1.1.2 Les femmes détiennent les cartes de ration et réceptionnent les produits alimentaires fournis lors des distributions générales de vivres.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de cartes de ration familiale établies au nom des femmes donnant droit aux distributions générales de vivres Cible: 50% ➤ Pourcentage de produits alimentaires réceptionnés par des femmes lors des distributions générales de vivres Cible: 70% 	Hypothèse <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement s'emploie plus activement à établir les cartes de ration au nom des femmes. Risque <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les femmes sont réticentes à l'idée de réceptionner l'assistance alimentaire aux points de distribution.
Effet direct 1.2 du PNUAD/PAM Les personnes en situation d'insécurité alimentaire, en particulier les femmes, les enfants et les groupes vulnérables, ont accès à des services de nutrition d'urgence.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Indicateurs de performance de la supplémentation alimentaire: Taux de récupération des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition Cible: > 75% Taux d'abandon des enfants de 6 à 59 mois, des femmes enceintes et des mères allaitantes souffrant de malnutrition Cible: < 15% 	Hypothèses <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les secteurs de la santé, de la nutrition, de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène mènent une action intégrée. ➤ D'autres facteurs (sécurité alimentaire des ménages, pratiques de soins, services de santé de base, etc.) sont améliorés. Risques <ul style="list-style-type: none"> ➤ Une épidémie se déclare.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE

Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
	Taux de mortalité des enfants de 6 à 59 mois souffrant de malnutrition Cible: < 3%	➤ Le manque d'intérêt des donateurs pour le programme de supplémentation alimentaire ciblée se traduit par des pénuries de ressources.
Produit 1.2.1 Aliments nutritifs de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, filles et garçons ciblés	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires et des articles non alimentaires, par catégorie et en pourcentage du nombre prévu Cible: 100% ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, par type, en pourcentage de la quantité prévue Cible: 100% 	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les donateurs soutiennent le programme de supplémentation alimentaire ciblée. ➤ Les denrées incluses dans l'assortiment de la supplémentation alimentaire ciblée sont disponibles en temps voulu sur les marchés locaux. <p>Risque</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Des incidents de sécurité perturbent la livraison et la distribution de la supplémentation alimentaire ciblée.
Composante 2: Soutien au PPSAP, au projet d'amélioration de la gestion des vivres et au programme de gestion des risques de catastrophe		
Objectif stratégique 2: Prévenir la faim aiguë et investir dans la préparation aux catastrophes et l'atténuation de leurs effets		
Effet direct 2.1 du PNUAD/PAM Les institutions nationales ou infranationales et les communautés exposées aux catastrophes ont systématiquement réduit les risques de catastrophe et amélioré la sécurité alimentaire ¹ .	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Score de l'indice de préparation aux catastrophes Cible: ≥ 7 ➤ Pourcentage de ménages bénéficiaires dont le score au regard de l'indicateur des stratégies de survie est inférieur à la moyenne Cible: 80% ➤ Pourcentage des ménages dont le score en termes d'avoirs a augmenté Cible: 60% ➤ Pourcentage des communautés dont le score en termes d'avoirs a augmenté Cible: 70% 	<p>Hypothèse</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les communautés et les ménages s'intéressent de plus en plus à la création d'avoirs. <p>Risque</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La fréquence et l'ampleur des chocs/dangers ont augmenté à cause du changement climatique mondial.

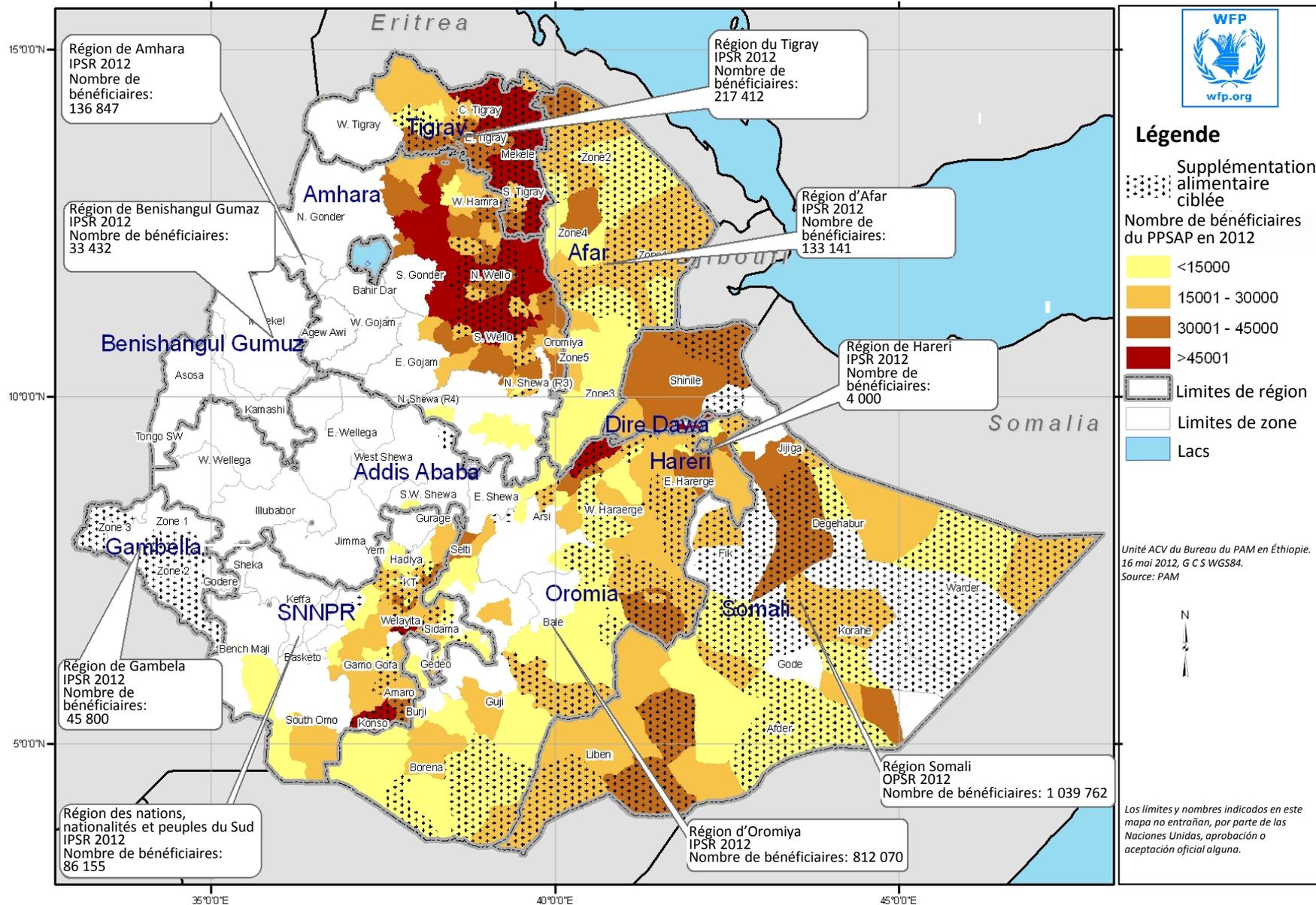
¹ Indicateurs alignés sur le PNUAD 2012–2015.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
<p>Produit 2.1.1</p> <p>Produits alimentaires de qualité distribués en quantité suffisante aux femmes, hommes, filles et garçons ciblés des <i>woreda</i> visés par le PPSAP</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de femmes, d'hommes, de filles et de garçons recevant des produits alimentaires, en pourcentage du nombre prévu <p>Cible: 100%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Quantité de produits alimentaires distribués, en pourcentage de la quantité prévue <p>Cible: 100%</p>	<p>Hypothèse</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les communautés et les ménages sont de plus en plus motivés pour achever rapidement les travaux publics. <p>Risque</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les ressources sont insuffisantes pour exécuter les interventions du PPSAP dans les zones pastorales.
<p>Produit 2.1.2</p> <p>Mesures d'atténuation des effets des catastrophes mises en place, avec un appui du PAM en faveur du renforcement des capacités, notamment un soutien institutionnel apporté aux partenaires pour leur permettre de consolider leurs dispositifs d'alerte rapide, de surveillance des zones sensibles et de gestion des produits alimentaires</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets mis en place, par type <p>Cibles:</p> <ul style="list-style-type: none"> – 15 appareils de météorologie et 5 hygromètres; – lignes directrices pour le suivi des zones sensibles diffusées dans toutes les régions; – nouvelle base de données de suivi des produits alimentaires en service sur 20 sites; – formulaires et procédures de gestion des produits alimentaires plus efficaces introduits dans toutes les régions; et – nombre d'appels d'offres pour les contrats de transport ramené à 4 par an. <ul style="list-style-type: none"> ➤ Nombre de membres du personnel des partenaires formés aux systèmes de réduction des risques, de préparation aux catastrophes et d'atténuation de leurs effets² <p>Cible: 1 840 membres du personnel</p>	<p>Hypothèses</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Les donateurs soutiennent activement les systèmes d'alerte rapide. ➤ Les capacités du Gouvernement s'améliorent à tous les niveaux. ➤ Les partenaires allouent un budget administratif et un budget d'investissement adéquats pour coordonner et suivre les travaux publics. <p>Risque</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ La rotation du personnel formé est élevée, surtout aux échelons inférieurs.

² Deux cent membres du personnel des partenaires bénéficient d'une formation sur le système LEAP et sur les lignes directrices et outils d'alerte rapide, 600 fonctionnaires régionaux sur les nouvelles lignes directrices de suivi des zones sensibles et 1 000 agents de terrain sur la gestion des produits de base. Quarante responsables gouvernementaux reçoivent un diplôme de gestion de la chaîne d'approvisionnement.

ANNEXE II: CADRE LOGIQUE		
Résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
<p>Produit 2.1.3 Avoirs permettant d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés par les communautés ciblées, sur la base de plans de travaux publics et selon les principes du développement des bassins versants axé sur les communautés</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Avoirs permettant de réduire les risques et d'atténuer les effets des catastrophes créés ou restaurés, par type <p>Cible: 100% des chiffres prévus</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de plans de travaux publics établis à partir des lignes directrices pour l'élaboration de plans de développement des bassins versants axé sur les communautés <p>Cible: 100%</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Pourcentage de travaux publics répondant à des normes et à un niveau de durabilité satisfaisants <p>Cible: 90%</p>	<p>Risque</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Le Gouvernement et les communautés disposent de faibles moyens de mise en œuvre, surtout dans les zones pastorales.

ACTIVITÉS DE L'IPSR ÉTHIOPIE 200290



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISÉS DANS LE PRÉSENT DOCUMENT

DRMFSS	Service de la gestion des risques de catastrophe et de la sécurité alimentaire
IPSR	intervention prolongée de secours et de redressement
LEAP	système axé sur les moyens de subsistance, l'évaluation rapide et la protection
ONG	organisation non gouvernementale
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PPSAP	Programme de protection sociale fondé sur des activités productives